

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 23/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **ROMULUS**

Chemin du Vieux Marais  
17410 Saint-Martin-De-Ré

Références : 0007208219/LN/2026/102

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2026 dans l'établissement ROMULUS implanté Chemin du Vieux Marais 17410 Saint-Martin-de-Ré. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROMULUS
- Chemin du Vieux Marais 17410 Saint-Martin-de-Ré
- Code AIOT : 0007208219
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre aquatique Aquaré à Saint-Martin-de-Ré possède des installations de stockage de chlore gazeux relevant du régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Il s'agit d'un équipement de la Communauté de Communes de l'île de Ré géré par Equalia.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque toxique

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Article 1.4. de l'annexe 1	Demande d'action corrective	15 jours
2	Quantité de produits stockés	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4. de l'annexe 1	Demande d'action corrective	15 jours
3	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2. de l'annexe 1	Demande d'action corrective	15 jours
5	Connaissance des produits - étiquetage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3. de l'annexe I	Demande d'action corrective	15 jours
6	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5 de l'annexe I	Demande d'action corrective	15 jours
7	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1 de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12. de l'annexe I	Sans objet
8	Stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.9. de l'annexe I	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a permis de constater le dépassement des quantités de chlore gazeux présentes par rapport aux quantités déclarées par l'ancien exploitant tout en restant dans le régime de la déclaration. Par conséquent, l'exploitant actuel doit mettre à jour ses quantités stockées (en respectant le seuil maximal de chlore stocké relatif au régime de déclaration fixé à 499 kg). Les bouteilles sont stockées en position verticale dans un local dédié, conformément aux prescriptions ministérielles.

Néanmoins, l'exploitant doit apporter des actions correctives à toutes les non-conformités relevées lors du contrôle périodique, actualiser les symboles de danger affichés sur le local de stockage et tenir à jour son état des stocks ainsi que le plan de stockage du chlore gazeux.

Enfin, l'inspection a relevé une non-conformité majeure portant sur le système de détection du chlore qui doit faire l'objet d'une vérification tous les trois mois ainsi qu'un suivi consigné dans un registre. Au regard des enjeux et notamment vis-à-vis de la toxicité du produit utilisé, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter cette prescription.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4. de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 1 :</b> Les installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710 sont soumises aux dispositions des annexes I, II, et III. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations. <b>Annexe I, article 1.4. Dossier " installation classée " :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- le dossier de déclaration ;</li><li>- les plans tenus à jour ;</li><li>- « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ;</li><li>- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, lorsqu'ils existent ;</li></ul> [...]L'ensemble de ces documents est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le récépissé de sa demande de déclaration initiale et les prescriptions générales associées à l'exploitation de son site. L'inspection des installations classées dispose de la preuve de dépôt n°2009/0061 délivrée à la société SEGAP Ré le 7 avril 2009 au titre de la rubrique 1138-4b. Ce document a été transmis à l'exploitant suite à la visite d'inspection. Il dispose d'une preuve de dépôt en date du 20/11/2024 pour une déclaration de changement d'exploitant sous le nom de Romulus (SIRET n°90779774000020), à date effective du 01/01/2023.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La preuve de dépôt du 7 avril 2009 fait référence à la rubrique 1138 de la nomenclature des installations classées. Suite à l'entrée en application de la Directive Seveso 3 en juin 2015, cette rubrique a été supprimée et remplacée par la rubrique 4710. L'exploitant doit réaliser une demande de bénéfice des droits acquis pour une quantité de 200 kg de chlore à l'adresse suivante :

<a href="https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1">https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1</a> en précisant le numéro AIOT de l'établissement : 0007208219.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 2 : Quantité de produits stockés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4. de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Quantité de produits stockés
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Annexe I §1.4 :</b> [...] - vérification de la quantité totale maximale au regard de la quantité totale déclarée ; - vérification que la quantité totale présente dans l'installation le jour du contrôle est inférieure au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, étaient présentes dans le local de stockage de chlore : 3 bouteilles pleines, 4 bouteilles en cours d'utilisation et 2 bouteilles vides, soit un total de 9 bouteilles représentant une quantité totale maximale de chlore de 441 kg. Cette quantité totale est inférieure à 500 kg, correspondant au seuil de passage à un régime d'autorisation. Le dossier de déclaration ayant permis à l'exploitant de disposer du récépissé de déclaration du 7 avril 2009 mentionne une quantité de chlore de 200 kg. La quantité présente sur le site est plus importante que celle déclarée mais reste soumise au régime de la déclaration au titre de la rubrique 4710.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant procède sous un mois à la régularisation des activités de stockage de chlore en procédant à une modification de la quantité de chlore déclarée sur le site internet <a href="https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1">https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1</a>, en utilisant son code AIOT 0007208219. <b>Cette démarche doit obligatoirement être réalisée après la déclaration du bénéfice des droits acquis (cf constat n°1).</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2.de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement. [...] L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en oeuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
<b>Constats :</b>  L'installation a fait l'objet d'un contrôle périodique par la société DEKRA le 06/02/2025. Sept non-conformités majeures (NCM) ont été constatées, liées notamment au fait que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la preuve de dépôt de sa déclaration initiale. Certaines de ces NCM et d'autres non-conformités ont fait l'objet d'un visa de l'exploitant, datant la levée de la non-conformité. Toutefois, la NCM n°4.3.1 relative à l'absence de preuve du suivi de la vérification de détecteurs de chlore n'a pas fait l'objet d'actions correctives de la part de l'exploitant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour remédier aux non-conformités relevées lors du contrôle périodique, et consigne les dates d'effectivité dans le dossier ICPE. L'inspection des installations classées rappelle que la date limite pour effectuer le contrôle complémentaire qui porte uniquement sur les non-conformités majeures est fixée le 10/02/2026. Dès réception du rapport de contrôle, l'exploitant le transmet à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

### N° 4 : Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12. de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les stockages et les locaux d'emploi sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés au point 4.1. Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol et le maintien des récipients de chlore en position verticale, robinet vers le haut. Toutes dispositions sont prises pour éviter leur chute et les chocs.

<p>Les conditions de stockage permettent de maintenir les récipients à l'abri des intempéries et de toute source d'inflammation.</p> <p>La température de l'installation est en permanence inférieure à 50 °C.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que l'ensemble des bouteilles de chlore étaient sanglées au mur, en position verticale, robinet vers le haut.</p> <p>Toutes les bouteilles sont stockées à l'abri des intempéries.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Connaissance des produits - étiquetage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3. de l'annexe I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaissance des produits - étiquetage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que les bouteilles de chlore portent en caractères lisibles le nom du produit.</p> <p>La fiche de données de sécurité (FDS) du chlore est accessible dans le dossier ICPE. Elle est à l'entête de la société Gazechim, date du 11 mai 2022 et est écrite en français.</p> <p>Les symboles de danger affichés sur la porte du local de stockage du chlore gazeux sont à actualiser conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses, ainsi que la qualification des produits stockés qui est erronée (« Produits liquides 2 »).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant affiche lisiblement sur le local de stockage du chlore gazeux, la typologie des produits stockés ainsi que les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

**N° 6 : État des stocks de produits dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks de produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.  La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.
<b>Constats :</b>  L'état des stocks indique à la dernière date saisie, le 24/12/2025, la présence de 9 bouteilles de chlore gazeux : 3 pleines, 2 vides et 4 en service. L'inspection constate dans l'historique qu'il y a toujours 4 bouteilles en service et jamais plus de 4 bouteilles pleines en stock, ce qui permet de respecter le seuil haut de 499 kg de chlore stocké relatif au régime déclaratif. Par ailleurs, l'inspection constate dans le dossier ICPE la présence d'un bon de livraison en date du 08/01/2026 pour 9 bouteilles pleines, avec reprise de 9 autres bouteilles, qui n'a pas été consigné dans l'état des stocks. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un plan général des stockages finalisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit disposer dans un délai de 15 jours : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un état des stocks tenu à jour en permanence permettant de connaître le nombre de bouteilles en service, le nombre de bouteilles pleines non raccordées et le nombre de bouteilles vides ;</li><li>- d'un plan général des stockages permettant de localiser le local de stockage de chlore.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours



## N° 7 : Systèmes de détection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Chaque local technique ou armoire technique dispose d'un détecteur de chlore. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Au-delà du seuil de 5 ppm, les détecteurs déclenchent une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle ou dispositif équivalent.</p> <p>Ces détecteurs sont maintenus en bon état et font l'objet de vérifications tous les trois mois. Le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique. Une consigne décrit les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection.</p> <p>Ces détecteurs peuvent ne pas être mis en place lorsque l'installation se situe à plus de 50 mètres de tout local d'habitation ou de tout lieu de travail permanent à l'extérieur du site ou de tout établissement recevant du public. Ils sont néanmoins mis en place sous six mois lorsqu'un tel local d'habitation ou un tel lieu de travail permanent ou un tel établissement recevant du public est implanté à moins de 50 mètres de l'installation.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection constate la présence d'un détecteur de fuite de chlore référencé CTX 300, situé en point bas à droite dans le local de stockage de chlore.</p> <p>Le détecteur est relié à une alarme située dans un local technique, au sous-sol du centre aquatique, au sein duquel une présence humaine permanente n'est pas assurée. Lors de la visite, sur l'une des deux pistes en fonctionnement, la concentration de chlore en ppm n'est pas affichée. La centrale affiche des tirets clignotants.</p> <p>L'exploitant est dans l'incapacité de fournir les certificats de vérification de la détection chlore. Le détecteur de chlore doit être vérifié tous les trois mois et le suivi consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique. Dans le dossier ICPE figure une fiche de procédure relative au test du détecteur de fuite de chlore gazeux qui ne correspond pas à l'installation existante. Un registre de consignation des tests de fonctionnement du détecteur existe mais aucune saisie n'a été effectuée. L'inspection relève également que le détecteur n'a pas fait l'objet d'un étalonnage régulier par un organisme qualifié. L'exploitant précise qu'il a pour projet d'équiper le centre d'une nouvelle centrale de détection de chlore pour lequel il remet un devis n°Q-71067 de la société LEMS suite à sa demande du 05/01/2026.</p> <p>Le site est équipé de 2 cloches de sécurité présentes dans une mallette disponible dans un local technique situé à proximité de l'accueil.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- réaliser à une fréquence trimestrielle un test des détecteurs de chlore ;</li><li>- disposer de la liste des détecteurs ainsi que la procédure relevant du suivi et de l'entretien de ces derniers ;</li><li>- disposer de la consigne décrivant les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection.</li></ul>

L'exploitant réfléchit à la possibilité de reporter l'alarme sonore ou visuelle de la détection chlore dans un local occupé lors des heures d'ouverture de la piscine (l'accueil par exemple).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 8 : Stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.9. de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le local est uniquement destiné au stockage du chlore. [...] La capacité unitaire de chlore des récipients est inférieure à 60 kg.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées constate que les locaux sont dédiés exclusivement au stockage de chlore, les récipients observés dans les locaux sont des bouteilles métalliques de 49kg.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite